

## **COM01 Paix juste et durable aux Philippines**

**Source : Adedeji Akintayo**

### **1. Quel est l'enjeu? Pourquoi cet enjeu est-il important?**

Le président des Philippines, Ferdinand Marcos fils, et la vice-présidente, Sara Duterte, ont rendu hommage aux politiques infâmes de l'ancien président Duterte en continuant à prôner les exécutions extrajudiciaires, en appelant systématiquement au meurtre des personnes soupçonnées d'être liées à la drogue et en exhortant la police et l'armée à éliminer tous les rebelles communistes tout en faisant fi des droits de la personne. Les activités du National Task Force to End Local Communist Armed Conflict (Groupe de travail national chargé de mettre fin au conflit armé communiste local ou NTF-ELCAC) et l'institutionnalisation, la légitimation et l'intensification du « marquage au fer rouge » (l'étiquetage de civils non armés, de défenseurs et de défenseuses des droits de la personne et de membres d'Églises comme tactique de terreur utilisée par l'État pour réprimer la dissidence) conduisent fréquemment à des exécutions extrajudiciaires et à l'intégration de ces pratiques dans la loi. Au cours des six dernières années, cette situation a contribué à créer un climat hostile aux défenseurs et aux défenseuses des droits de la personne ainsi qu'aux travailleurs et aux travailleuses de l'Église. Cette situation est dangereuse non seulement pour ces personnes, mais aussi pour les militants et les militantes du pays.

Dans ce contexte, nous signalons l'obligation du Canada de défendre les droits de la personne. Nous pensons que le Canada aura cet automne une excellente occasion d'influencer la reprise des pourparlers de paix et de démontrer son engagement en faveur de la défense des droits de la personne à l'échelle internationale, de la consolidation de la paix et de la participation des femmes aux processus de paix. Il est également essentiel que le Canada s'assure de ne pas être complice de violations des droits de la personne et d'exécutions extrajudiciaires aux Philippines, et de donner la priorité aux droits de la personne plutôt qu'aux intérêts économiques. Malheureusement, la politique actuelle du Canada à l'égard des Philippines, qui prévoit des relations commerciales et militaires, ignore les questions relatives aux droits de la personne, ce qui signifie que nous pourrions contribuer directement ou indirectement à des violations des droits de la personne. Il est essentiel de procéder immédiatement à une vérification du soutien financier, programmatique et technique fourni par le Canada au gouvernement des Philippines afin d'évaluer dans quelle mesure nous participons à ces violations. Cette vérification devrait être achevée et faire l'objet d'un rapport public au Parlement avant que de nouveaux accords ne soient envisagés, y compris des accords relatifs aux forces armées de pays étrangers qui pourraient entraîner le déploiement de troupes canadiennes aux Philippines.

### **2. Quelle est la situation actuelle?**

L'Église Unie du Canada (ÉUC) soutient depuis longtemps ses partenaires aux Philippines dans les domaines de la justice, de la paix, de la défense des droits et de l'aide d'urgence, entre autres. Nous continuons à cheminer avec eux dans le respect des principes d'accompagnement mutuel radical. Lors de son 42<sup>e</sup> Conseil général, l'Église Unie du Canada a réclamé la conclusion d'une entente de pleine communion avec l'Église unie du Christ aux Philippines.

Au cours des dernières années, l'ÉUC s'est engagée à divers titres dans la défense des droits de la personne aux Philippines, dans le monde et au Canada. L'ÉUC compte parmi les membres ayant fondé l'International Coalition for Human Rights in the Philippines Canada (Coalition internationale pour les droits de la personne aux Philippines Canada ou ICHRP Canada) en 2019. L'ÉUC continue à y participer activement aux côtés de la Beaconsfield Initiative et du Conseil régional Nakonha:ka. L'ÉUC a grandement contribué, par l'intermédiaire d'ICHRP Canada, au rapport d'*Investigate PH*<sup>1</sup>, qui a produit trois rapports documentant les violations des droits de la personne sous le gouvernement Duterte. Ceux-ci ont été présentés au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et à d'autres organisations internationales.

Récemment, des organisations canadiennes, dont KAIROS et ICHRP Canada, ont exhorté le premier ministre Justin Trudeau à privilégier la consolidation de la paix plutôt que la militarisation, d'autant plus que la stratégie indopacifique du Canada, qui met fortement l'accent sur la défense et l'engagement militaire, suscite de plus en plus d'inquiétudes. Cette stratégie risque d'impliquer le Canada dans des violations systémiques des droits de la personne, comme l'explique un document d'information d'ICHRP Canada publié récemment.

La stratégie indopacifique du Canada, instaurée en 2022, prévoit le versement de 2,3 milliards de dollars pour renforcer l'engagement en mer de Chine méridionale en accordant la priorité aux partenariats de défense, aux déploiements en mer et au renforcement des capacités en matière de sécurité. Si ces initiatives visent à renforcer la position du Canada dans la région, elles marquent une rupture inquiétante avec son rôle historique de gardien de la paix et d'acteur humanitaire. Elles s'alignent sur les politiques du complexe militaro-industriel qui compromettent les engagements du Canada à l'égard des droits de la personne et de la démocratie.

La politique étrangère du Canada devrait respecter les lignes directrices « Voix à risque », que le gouvernement a lui-même établies et qui portent sur la protection des défenseurs et défenseuses des droits de la personne et la promotion de la participation des femmes aux processus de paix. Au contraire, le Canada et Affaires mondiales Canada prennent le parti des intérêts économiques et militaires au détriment de la dignité humaine et de la paix. Le Canada devrait appuyer la reprise des pourparlers de paix entre le gouvernement de la République des Philippines (GRP) et le Front démocratique national des Philippines (NDFP), que les deux parties ont réaffirmé vouloir relancer en octobre 2023, et non la vente d'armes.

---

<sup>1</sup> <https://ichrp.net/iph/>

### 3. Quelle est la recommandation?

L'Église Unie du Canada devrait saisir les occasions de manifester sa solidarité et de soutenir la cause en exhortant :

- 1) Le gouvernement du Canada à :
  - a) Appuyer publiquement la reprise des pourparlers de paix entre le gouvernement de la République des Philippines (GRP) et le Front démocratique national des Philippines (NDFP), abroger les politiques anti-insurrectionnelles et s'attaquer aux causes profondes du conflit armé;
  - b) Prendre les mesures suivantes pour faire en sorte que les droits de la personne soient une priorité pour le Canada dans ses relations avec le GRP :
    - i. Procéder à une vérification du soutien financier, programmatique et technique fourni par le Canada au GRP;
    - ii. Mettre fin aux négociations en vue de conclure l'Accord sur le statut des forces armées de pays étrangers (ASFAPE);
    - iii. Suspendre le protocole d'accord sur la coopération renforcée en matière de défense conclu par le Canada;
    - iv. S'engager à faire participer les femmes au processus de paix.
  - c) Rétablir le financement du National Council of Churches in the Philippines (Conseil national des Églises aux Philippines) engagé par la Banque canadienne de grains en 2024.
- 2) Les conseils régionaux et les communautés de foi de l'Église Unie à :
  - a) Manifester leur solidarité et défendre la cause par la prière et les actions concertées avec les partenaires de l'Église aux Philippines pour s'attaquer aux causes profondes du conflit actuel dans le but d'instaurer une paix juste, de mettre fin aux exécutions extrajudiciaires, aux disparitions et au « marquage au fer rouge », qui ont principalement ciblé les défenseuses et les défenseurs des droits de la personne, les avocates et les avocats, les militantes et les militants sociaux, les journalistes, les paysannes et les paysans ainsi que les travailleuses et les travailleurs de l'Église depuis 2001.
- 3) Le Conseil général à :
  - a) Fournir des ressources de prière, d'éducation et de plaidoyer aux membres de l'Église, notamment à l'occasion de la Journée annuelle de prière pour une paix juste et durable aux Philippines le 1<sup>er</sup> septembre, en conjuguant les efforts de solidarité locaux aux efforts des organisations non gouvernementales, aux efforts œcuméniques et à ceux déployés à l'échelle internationale en faveur d'une paix juste et durable aux Philippines;
  - b) Continuer à soutenir financièrement les partenaires de l'Église Unie du Canada aux Philippines : le National Council of Churches in the Philippines (Conseil national des Églises aux Philippines), l'Église unie du Christ aux Philippines, l'Alliance des peuples de la Cordillère, l'Ecumenical Bishops Forum (Forum œcuménique des évêques),

l'Ecumenical Voice for Peace and Human Rights in the Philippines (Voix œcuménique pour la paix et les droits de la personne aux Philippines) et le Regional Ecumenical Council in the Cordillera (Conseil œcuménique régional de la Cordillère), pour leur permettre de mettre en œuvre des programmes qui s'attaquent aux causes profondes du conflit et visent à instaurer une paix juste et durable aux Philippines.

#### 4. Contexte

Le Canada a aujourd'hui une excellente occasion d'influencer la reprise des pourparlers de paix entre le gouvernement de la République des Philippines (GRP) et le Front démocratique national des Philippines (NDFP), et de démontrer l'engagement ferme de la population canadienne en faveur de la défense des droits de la personne à l'échelle internationale, de la consolidation de la paix et de la participation des femmes aux processus de paix. Il est également essentiel que le Canada s'assure de ne pas être complice de violations des droits de la personne et d'exécutions extrajudiciaires aux Philippines, et de donner la priorité aux droits de la personne dans sa politique étrangère.

La présente motion en faveur d'une paix juste et durable aux Philippines est appuyée par de nombreuses communautés de foi de partout au Canada, qui entretiennent des partenariats de longue date avec des Églises, des organisations de la société civile et des défenseurs et défenseuses des droits de la personne aux Philippines : l'Église anglicane du Canada, l'Église évangélique luthérienne au Canada, KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives (KAIROS : Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice), Développement et Paix/Development and Peace – Caritas Canada, l'Église presbytérienne au Canada, la Philippine Independent Church (Église indépendante des Philippines), le Conseil régional Nakonha:ka, l'ICHRP Canada, l'ICHRP Québec, ainsi que divers syndicats (Syndicat canadien de la fonction publique, Métallurgistes unis d'Amérique, Syndicat national des employés généraux du secteur public, Centrale des syndicats du Québec, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, Confédération des syndicats nationaux, Alliance de la fonction publique du Canada, etc.). En tant qu'Églises et organisations chrétiennes, nous croyons fermement que la justice et les négociations politiques nous permettent de parvenir à une paix durable et à la justice pour tous et toutes.

Depuis plus de 50 ans, le peuple philippin subit la dictature, la militarisation et les attaques anti-insurrectionnelles contre les défenseurs et défenseuses des droits de la personne. Après la longue dictature de Ferdinand Marcos, la transition vers un gouvernement démocratique en 1986 et l'ouverture de pourparlers de paix marquée par la signature de la déclaration commune de La Haye en 1992 ont fait naître un espoir de paix.

Malgré la suspension des pourparlers de paix à plusieurs reprises, des progrès importants avaient été réalisés jusqu'à ce que l'ancien président Rodrigo Duterte mette fin aux négociations en novembre 2017. Tous les accords conclus entre les deux parties au cours de ces négociations ont été annulés et remplacés par des politiques et des stratégies anti-insurrectionnelles. Le « marquage au fer rouge » a servi dans une large mesure à diffamer les individus et les groupes en les qualifiant de communistes ou de terroristes. Cette pratique est

utilisée à l'encontre de la société civile et des groupes humanitaires, des défenseurs et défenseuses des droits de la personne, des leaders autochtones, des journalistes et même des leaders religieux. Les personnes ciblées ont été harcelées par les militaires ou exécutées sommairement, ou ont disparu. Les experts et expertes des Nations Unies ainsi que les organisations de défense des droits de la personne considèrent que la hausse sans précédent du nombre de violations des droits de la personne perpétrées contre des civils sous l'administration Duterte est attribuable à la campagne anti-insurrectionnelle. Human Rights Watch a qualifié sa présidence de « pire crise des droits humains depuis la dictature de Ferdinand Marcos ».

Aujourd'hui, les Philippines, dirigées par le président Marcos fils (fils de l'ancien dictateur) et la vice-présidente Sara Duterte (fille de l'ancien président Rodrigo Duterte), restent en proie à de graves violations des droits de la personne, à la militarisation, au « marquage au fer rouge », aux exécutions extrajudiciaires, ainsi qu'aux attaques contre les défenseurs et défenseuses des droits de la personne et la société civile. Les politiques et les stratégies anti-insurrectionnelles de Duterte ont été maintenues par le président Marcos fils. Les partenaires de l'Église dans la région sont victimes de la stigmatisation et des opérations anti-insurrectionnelles, en plus d'être qualifiés de terroristes. Les membres de l'ÉUC, des membres d'ICHRP Canada et de nombreuses organisations de défense des droits de la personne partenaires aux Philippines sont de plus en plus souvent « marquées au fer rouge » en raison des efforts qu'ils déploient pour parvenir à une paix juste.

Les politiques commerciales et militaires actuelles du Canada et les relations qu'il entretient avec le GRP pourraient contribuer directement ou indirectement à perpétuer les violations des droits de la personne. Il est essentiel de procéder immédiatement à une vérification du soutien financier, programmatique et technique fourni par le Canada au gouvernement des Philippines. Cette vérification devrait être achevée et faire l'objet d'un rapport public au Parlement avant que de nouveaux accords ne soient envisagés, y compris des accords relatifs aux forces armées de pays étrangers qui pourraient entraîner le déploiement de soldats canadiens sur place.

L'évolution récente de la situation aux Philippines offre au Canada l'occasion, en 2025, de soutenir les progrès vers une paix juste. Le 23 novembre 2023, le GRP et le NDFP ont publié une déclaration commune faisant état d'une possible reprise des négociations de paix. En octobre 2024, les deux parties ont réaffirmé leur engagement à reprendre les pourparlers de paix et le conseiller présidentiel pour la paix a reconnu la nécessité de lever les obstacles à la conclusion d'un accord de paix définitif avec le NDFP. Il serait essentiel que le Canada soutienne et encourage publiquement le processus.

##### **5. Comment cette proposition nous aide-t-elle à respecter les engagements de notre Église en matière d'équité?**

Ces mots tirés de *Notre foi chante* et le passage qui figure sur la page Web de l'Église Unie expliquent parfaitement pourquoi cette proposition est en phase avec notre engagement en faveur de l'équité :

« De même chantons-nous la Bonne Nouvelle de Dieu  
vécue dans une Église qui s'emploie  
à nourrir la foi et reconforter les cœurs,  
partager les dons pour le bien commun,  
résister aux forces d'exploitation et d'exclusion,  
opposer l'amour à la force des violences,  
défendre la dignité humaine,  
rassembler dans une communauté soutenue et inspirée par Dieu,  
des membres à la fois contrits et reconfortés,  
être instrument de l'Esprit d'amour du Christ,  
prendre soin de la création.  
Ainsi chantons-nous la mission de Dieu. »

Les représentantes et les représentants du gouvernement, qu'ils soient élus ou non, ont la responsabilité d'écouter et de consulter les collectivités afin de s'assurer que les décisions gouvernementales tiennent compte de leurs intérêts. Malheureusement, les voix les plus fortes portent souvent les intérêts des entreprises, plutôt que ceux des groupes qui ont le plus besoin de justice et d'équité.

Lorsque les personnes de foi établissent des relations avec les représentantes et les représentants élus et les organes, elles peuvent contribuer à l'élaboration collective d'une vision de la société canadienne

- Où l'on célèbre la diversité, où l'on s'oppose à la haine et à la xénophobie, et où l'on s'ouvre aux personnes fuyant la persécution;
- Qui est à la tête d'un mouvement de guérison et de protection des personnes et des lieux affectés par les changements climatiques, dans nos propres collectivités et ailleurs dans le monde;
- Qui joue avec intégrité un rôle de leader au sein de la communauté internationale; les relations qu'entretient le Canada à l'échelle mondiale doivent témoigner d'un engagement inébranlable en faveur des droits de la personne, de la dignité et du droit international;
- Dans laquelle les individus et les collectivités doivent transposer en actions la conviction que tous les êtres humains sont créés à l'image de Dieu, qu'ils sont égaux et qu'ils sont infiniment précieux.

**Pour l'instance transmettant cette proposition au Conseil général :**

Veuillez sélectionner l'option appropriée et fournir les principaux points de discussion concernant les enjeux transmis au Conseil général :

- En accord
- En désaccord, sans transmission de la proposition au Conseil général
- En désaccord, avec transmission de la proposition au Conseil général

Commentaires \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**Qui présentera (par vidéo préenregistrée) cette proposition au nom de l'instance la transmettant?**

Adresse électronique :

Si vous avez des questions concernant cette proposition, veuillez les transmettre à [GCinfo@united-church.ca](mailto:GCinfo@united-church.ca).